

# MACRON-LE PEN : DEUX FRANCE FACE À FACE

Jérôme Fourquet  
21/04/2022

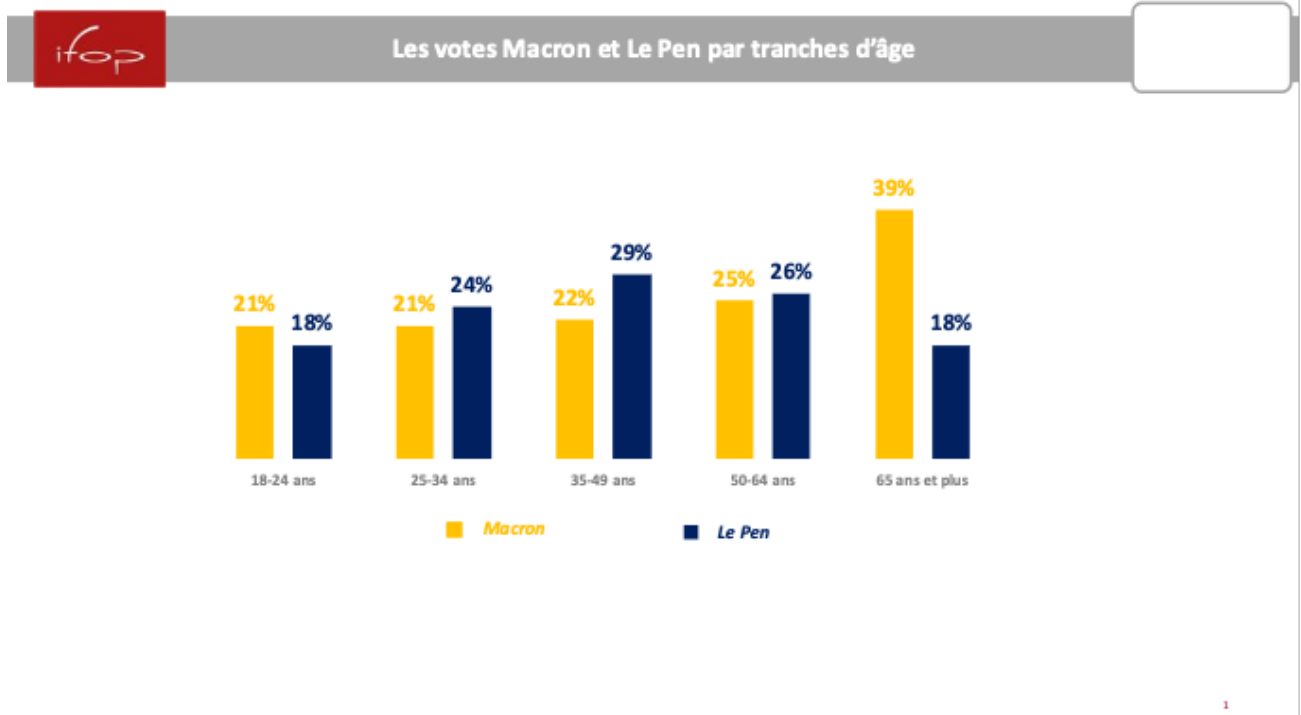
**À quelques jours du second tour de l'élection présidentielle, Jérôme Fourquet analyse les caractéristiques des électorats des deux candidats, antagonistes sur bien des aspects, que ce soit au niveau socioculturel ou géographique, mais aussi en matière de trajectoire personnelle et collective.**

Le premier tour de cette élection présidentielle a de nouveau vu Emmanuel Macron (27,6%) et Marine Le Pen (23,4%) se placer en tête, comme en 2017 et comme lors des élections européennes de 2019, au cours desquelles les listes du RN et de LREM étaient arrivées premières. Même si Jean-Luc Mélenchon progresse par rapport à 2017 et atteint un niveau élevé (près de 22% des voix), la séquence politique ouverte en 2017 consacre donc l'émergence d'un nouveau duopôle RN/LREM en lieu et place du vieux couple LR/PS, dont les deux représentantes totalisent à peine 6% des voix...

L'analyse des données de sondages post-électorales et de la carte des résultats fait apparaître que les deux finalistes s'appuient sur deux France qui s'opposent terme à terme, tant au niveau socioculturel que sur le plan géographique, mais aussi en matière de trajectoire personnelle et collective.

## Emmanuel Macron largement en tête parmi les retraités

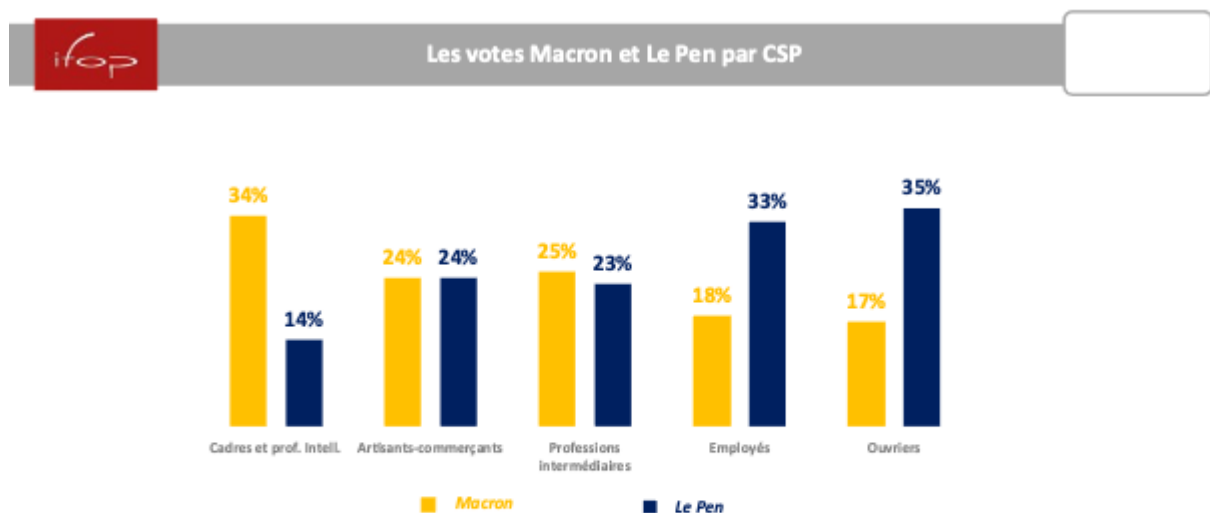
L'analyse par tranches d'âge fait également ressortir des profils différents entre les électorats des deux finalistes. Comme l'illustre le graphique suivant, ils font certes quasiment jeu égal parmi les moins de trente-cinq ans et les 50-64 ans, mais Marine Le Pen devance son concurrent au sein des 35-49 ans, qui constituent le cœur des classes d'âge actives et qui se caractérisent souvent par le fait d'avoir des enfants à charge. Emmanuel Macron, quant à lui, surclasse totalement son opposante parmi les soixante-cinq ans et plus, avec un score deux fois supérieur à elle (39% contre 18%).



Au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, Macron devançait déjà Le Pen parmi les seniors, mais l'écart de scores était nettement plus faible (26% contre 14%), car à l'époque c'est François Fillon qui régnait en maître dans l'électorat retraité, dont il avait rassemblé 39% des suffrages. Cinq ans plus tard, Valérie Pécresse ne recueille plus que 10% des voix dans cette population. L'électorat âgé de droite a été centrifugé : Éric Zemmour atteint 8% dans cette tranche d'âge et Emmanuel Macron voit son score y bondir de 13 points. Dans un contexte de crises multiples (pandémie, guerre en Ukraine, tensions économiques), le réflexe légitimiste en faveur du président sortant a fonctionné à plein dans cet électorat âgé, chez qui l'annonce du recul de l'âge de départ à la retraite à soixante-cinq ans a également été perçue très positivement. En effet, hormis les considérations financières et budgétaires ayant trait à l'équilibre du régime des retraites, cette mesure avait également un objectif politique, qui a été pleinement atteint : capter toute une partie de l'électorat de droite et notamment sa composante senior. Cet apport de l'électorat de droite a été décisif pour élargir l'assise du macronisme, dont l'électorat comprend désormais 43% de retraités alors que ces derniers ne représentent que 24% de celui de Marine Le Pen. Ces chiffres éclairent le positionnement respectif des deux candidats sur le dossier des retraites : Macron plaide pour un report de l'âge de départ (mesure qui est fortement soutenue par les retraités qui pèsent lourd dans son électorat), quand Le Pen y rechigne car son électorat compte trois quarts d'actifs, très majoritairement populaires, qui sont farouchement opposés à la retraite à soixante-cinq ans.

## « France d'en haut » versus « France d'en bas »

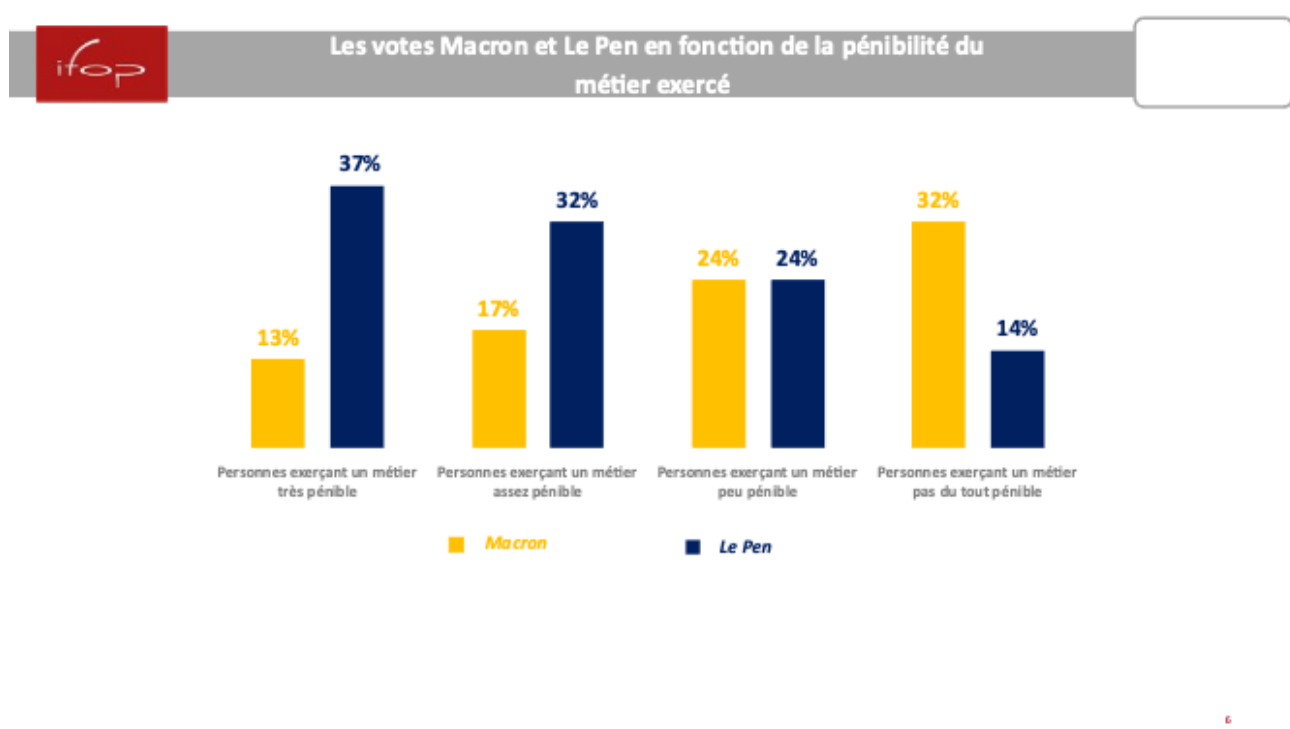
Sociologiquement, les deux électorats ne s'opposent pas que par le poids très différent de leur composante retraitée. Un vrai clivage de classe s'observe entre une « France d'en haut », qui a soutenu Macron, et une « France d'en bas », pour reprendre une expression raffarinienne, qui s'est davantage reconnue dans Le Pen. En effet, comme l'illustre le graphique suivant, si les deux candidats font jeu égal dans la classe moyenne (professions intermédiaires et artisans/commerçants) où ils rassemblent chacun un quart des voix, le rapport de force est à front renversé entre les CSP+ et les ouvriers/employés.



Certes, les deux protagonistes parviennent à capter une part des voix dans l'espace sociologique préempté par l'adversaire (Macron recueillant 18% des voix des ouvriers/employés et Le Pen 14% des cadres et professions intellectuelles, ce qui n'est pas rien), mais ils y sont néanmoins très largement dominés et y enregistrent des scores près de deux fois inférieurs à ceux dont ils jouissent dans leur zone de force sociologique respective.

Même si les deux candidats s'appuient sur des coalitions sociologiques diversifiées, intégrant notamment chacune un quart des classes moyennes, on peut néanmoins parler d'une opposition entre deux « fronts de classe<sup>1</sup> » distincts et très typés. Cette hypothèse est corroborée quand on affine encore nos chiffres. Ainsi, parmi les CSP+, Emmanuel Macron rallie pas moins de 40% des voix des cadres du secteur privé<sup>2</sup> contre seulement 14% pour Marine Le Pen. Inversement, cette dernière a été soutenue par 33% des personnes travaillant en CDD ou en intérim, son concurrent étant très largement distancé (17%) dans cette frange la plus précaire du salariat.

De la même façon, la candidate du RN obtient ses meilleurs résultats parmi les salariés qui exercent les métiers les plus pénibles (station debout, port de charge lourde, gestes répétitifs, exposition aux intempéries, horaires de nuit ou décalés, exposition au bruit, aux produits chimiques, etc.) alors que le président sortant prend l'ascendant dans la partie du salariat non exposée à la pénibilité. De manière assez caricaturale se font face, d'une part, l'encadrement et les métiers les mieux cotés et, d'autre part, le personnel d'exécution et les travailleurs cantonnés aux tâches les plus dures et les moins valorisées, soit ceux que Denis Maillard<sup>3</sup> appelle les salariés du « back office » et que nous qualifions de classes subalternes.

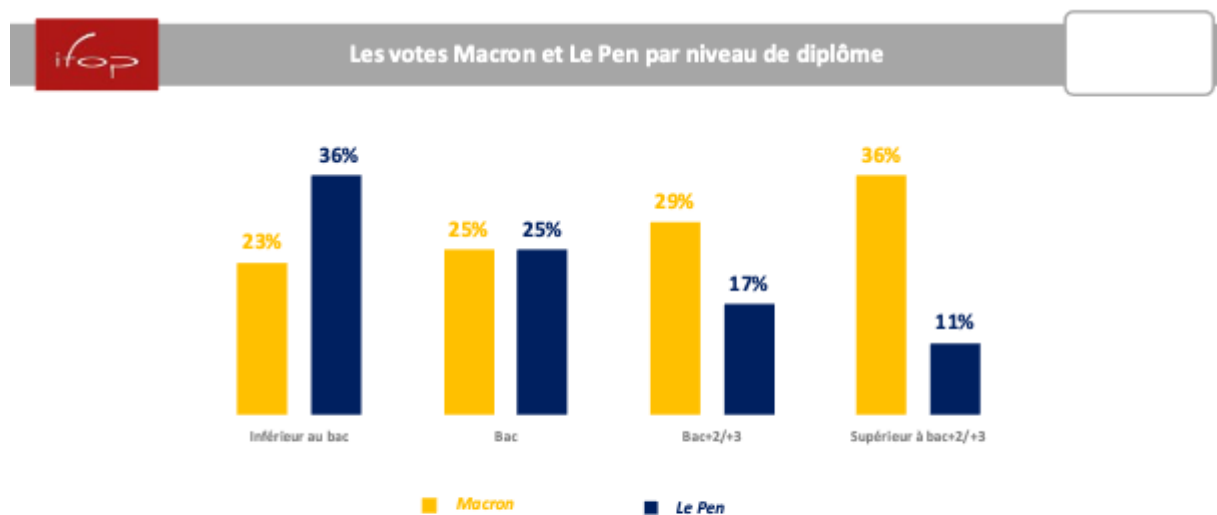


Tout cela se traduit bien évidemment sur le plan financier avec des électeurs macronistes nettement plus aisés que leurs homologues frontistes, mais ce clivage ne saurait se réduire à la seule dimension salariale. Ce qui se joue ici, sur le plan psychologique, symbolique et, *in fine*, politique n'est rien de moins que la place qu'occupent ces deux groupes dans le processus économique. Quand une part importante des macronistes dirige et encadrent, ou à défaut disposent d'une certaine autonomie, la condition majoritaire des lepénistes est d'exécuter ou de n'avoir qu'une faible prise sur le cours de choses.

## « *Front raw kids* » versus « *Back raw kids* » : les effets politiques de la nouvelle stratification éducative

Un autre facteur contribue à nourrir un sentiment de sujétion et de domination symbolique très

profond dans l'électorat frontiste : le faible niveau de diplôme dont il dispose. Dans son analyse sur la victoire électorale de Donald Trump aux États-Unis en 2016, le journaliste américain Chris Arnade<sup>4</sup> parlait d'une opposition entre les « *Front row kids* » (les premiers de la classe) et les « *Back row kids* » (les cancre du fond de la classe). Toutes choses étant égales par ailleurs, on retrouve en France le même type de clivage très marqué avec un électorat macroniste qui se recrute préférentiellement dans les catégories les plus diplômées quand, à l'inverse, le « marinisme » rencontre un écho d'abord dans les populations les moins dotées en capital scolaire. De nouveau, les graphiques nous montrent une situation à front renversé avec un président sortant à 36% parmi les titulaires d'un second cycle universitaire, quand sa rivale obtient le même score, mais chez les électeurs n'ayant pas le bac.

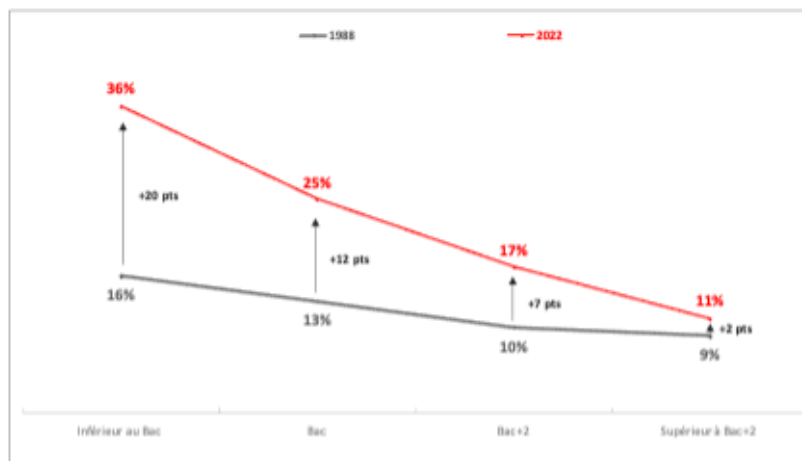


Dans plusieurs de ses livres<sup>5</sup>, Emmanuel Todd insiste à juste titre sur un phénomène majeur qu'il appelle la modification de la stratification éducative. À partir des années 1970-1980 aux États-Unis et à partir des années 1980-1990 en France, la proportion de jeunes obtenant le bac puis poursuivant des études supérieures a considérablement augmenté. Mécaniquement, et avec un temps de retard, la répartition de l'ensemble de la population – et non pas seulement des jeunes – selon le niveau de diplôme s'en est trouvée profondément modifiée, la proportion de bacheliers et de diplômés du supérieur devenant majoritaire. Les répercussions culturelles et sociales de cette modification de la stratification éducative du pays sont immenses. Alors que le fait de ne pas disposer du bac était la norme (au sens statistique du terme) dans la France des années 1980, le non-bachelier est aujourd'hui minoritaire. De la même façon, avoir le bac dans les années 1980 constituait un marqueur socioculturel valorisé, alors que c'est aujourd'hui souvent le minimum requis. Sur le marché du travail, les non-bacheliers et les simples bacheliers avaient accès à de

nombreux emplois il y a une quarantaine d'années alors que l'univers des possibles s'est considérablement réduit aujourd'hui, ces populations étant cantonnées aux métiers les moins valorisés et les moins rémunérés.

Dans ce contexte, on devine que la modification de la stratification éducative allait également avoir une traduction politique. C'est précisément ce qui s'est passé avec le FN, dont la mutation de la structure de l'électorat entre la présidentielle de 1988 et celle de 2022 porte les stigmates de cette révolution éducative s'étant déroulée au cours des dernières décennies. Tout se passe en effet comme si le parti lepéniste avait progressivement capitalisé sur le ressentiment et le sentiment de relégation culturelle et sociale des publics les moins diplômés au fur et à mesure que le niveau éducatif moyen était rehaussé. À l'autre extrémité de la pyramide éducative, les plus diplômés continuaient de jouir de situations professionnelles correctes ou confortables, incarnaient le sens de l'histoire et leur vision du monde devenait hégémonique au sens gramscien du terme, quand celle des groupes les moins diplômés était marginalisée.

En plus d'une situation sociale plutôt favorisée, les rendant moins enclins à voter pour le FN/RN, les plus diplômés ont suivi plusieurs d'années d'études supérieures au cours desquelles ils ont souvent évolué dans un bain culturel et idéologique valorisant l'altérité, l'ouverture au monde et rejetant les postures d'autorité<sup>6</sup>. Plus longtemps immergés dans ce bain culturel que les personnes n'ayant pas suivi d'études supérieures, les plus diplômés ont développé un habitus, pour reprendre un concept de Pierre Bourdieu, les rendant très imperméables au vote frontiste<sup>7</sup>. De fait, comme le montre le graphique suivant, en un peu plus de trente ans, le vote Le Pen n'a quasiment pas progressé auprès des personnes ayant un niveau supérieur à bac+2. La hausse a été modérée parmi les bac+2, alors que le vote frontiste explosait parmi les bacheliers et les non-bacheliers, catégories perdantes de la nouvelle stratification éducative.




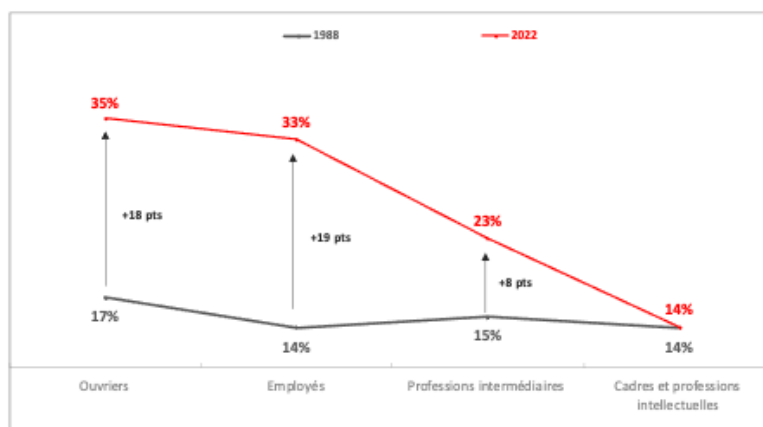
## Parti tribunitien contre parti patricien

Dans un célèbre article paru en 1969<sup>8</sup>, le grand politiste Georges Lavau avait forgé la notion de « fonction tribunitienne » qu'il appliquait au Parti communiste de l'époque. Utilisant la comparaison avec l'Antiquité romaine, Georges Lavau définissait cette fonction tribunitienne comme la capacité à « organiser et à défendre des catégories sociales plébéiennes et à leur donner un sentiment de force et de confiance ». Pour le politiste, le PCF jouait ainsi le rôle du tribun de la plèbe de la République romaine. Cinquante ans après la parution de l'article de Georges Lavau, sa définition des « catégories sociales plébéiennes » qu'il décrivait comme des catégories sociales « exclues ou se sentant exclues des processus de participation au système politique, comme d'ailleurs du bénéfice du système économique et du système culturel » peut être reprise au mot près pour définir ce nouveau prolétariat qui s'est trouvé un nouveau tribun : Marine Le Pen. Illustration parmi d'autres de ce changement d'époque et d'ambiance, la candidate du RN a obtenu 44,6% des voix au premier tour à Noyelles-Godault, commune ouvrière du Pas-de-Calais dont était originaire Maurice Thorez, grande figure du PCF.

Parallèlement à cette situation de sujétion économique, les catégories populaires contemporaines sont également davantage exposées à la délinquance et plus souvent en contact avec les populations issues de l'immigration, facteurs favorisant le vote RN. Au total, de la fin des années 1980 (période à laquelle le vote FN est apparu) à nos jours, le poids des insécurités physique, culturelle et sociale a considérablement augmenté dans les milieux populaires peu dotés en capital

économique et scolaire, quand la prégnance de ces insécurités était beaucoup moins ressentie dans les classes moyennes et parmi les cadres. Le graphique suivant présente les effets au long cours de cette inégale exposition aux différentes formes d'insécurité et de cette inégale dotation en ressources économiques et scolaires.

 **1988-2022 : Evolution du score du FN/RN à la présidentielle par catégorie socio-professionnelle**



En trente ans, le vote RN est devenu dominant dans les milieux populaires<sup>9</sup>, alors qu'il restait relativement contenu dans les classes moyennes et n'avait pas progressé d'un iota auprès des cadres et des professions intellectuelles. Parallèlement, chez ces derniers, la vieille ligne de démarcation gauche/droite s'étant progressivement effacée au cours des dernières décennies, rien ne s'opposait plus à l'émergence d'une offre politique permettant de rassembler de larges pans de ce groupe social, culturellement et économiquement assez homogène. C'est ce qu'Emmanuel Macron est parvenu à faire en donnant naissance à ce que l'on pourrait appeler, en hommage à Georges Lavau, le « parti patricien ».

## « France triple A » versus « France de l'ombre »

Cette opposition se décline également sur le plan géographique. Avec Jean-Laurent Cassely<sup>10</sup>, nous avons essayé de décrire la nouvelle organisation spatiale du territoire national issue des métamorphoses économiques qu'a vécues notre pays au cours des dernières décennies. Sous l'effet de la désindustrialisation et du déclin de l'activité agricole, de la métropolisation, de la montée en puissance du tourisme ainsi que des secteurs de l'immobilier et de la grande distribution dans notre modèle économique, de l'augmentation du nombre de retraités, notre géographie a été



profondément restructurée autour d'une nouvelle hiérarchie fondée sur l'inégale désirabilité des territoires. Tout en haut de cette hiérarchie, on trouve ce que nous avons appelé la « France triple A » qui regroupe le cœur des métropoles les plus attractives, les banlieues résidentielles, les zones touristiques (littoraux, campagnes « instagrammables », stations de ski, etc.). À l'opposé, se situe la « France de l'ombre », celle qui ne fait pas rêver et où les prix de l'immobilier sont peu élevés. Cette France de la relégation englobe les vieux bassins industriels en crise, les zones rurales les plus excentrées, les petites villes en déclin et sans attrait touristique, ainsi que les couronnes périurbaines éloignées de grandes métropoles et sans cachet paysager et valeur immobilière. Entre ces deux pôles extrêmes de l'échelle de désirabilité des territoires, se situe toute une série de niveaux et de situations intermédiaires. Et si la lutte des classes n'a pas disparu, la France est aujourd'hui le théâtre d'une violente lutte des places. Au quotidien, des millions de ménages français<sup>11</sup> sont en concurrence pour essayer de se loger dans les étages les plus élevés et les plus cotés de l'échelle de désirabilité territoriale. Quand le barreau visé initialement s'avère finalement hors de portée financièrement, on se rabat la mort dans l'âme sur l'échelon inférieur, dont on évince alors un autre ménage moins aisé que soi-même, qui à son tour va descendre d'un étage et concrètement aller se loger un peu plus loin du cœur de la métropole ou du bord de mer, par exemple.

### **Le rapport de force Macron/Le Pen**

La carte du rapport de force entre vote Macron et vote Le Pen se superpose de manière assez frappante avec celle de l'inégale désirabilité des territoires, le vote Macron étant tendanciellement le plus élevé dans la « France triple A », alors que les électeurs lepénistes sont surreprésentés dans les territoires composant la « France de l'ombre ». On voit ainsi que le président sortant surclasse très nettement sa rivale dans la plupart des métropoles et grandes villes, avec un écart maximal de près de 30 points dans la capitale.

### **Les votes Macron et Le Pen dans certaines grandes villes françaises**

Villes	Score d'E. Macron	Score de M. Le Pen	Écart
Paris	35,3%	5,5%	+ 29,8 pts
Bordeaux	33,5%	8,8%	+ 24,7 pts
Angers	33,4%	11,9%	+ 21,5 pts

Annecey	33,4%	15%	+ 18,4 pts
Caen	32,3%	11,9%	+ 20,4 pts
Nancy	32%	11,3%	+ 20,7 pts
Lyon	31,9%	9%	+ 22,9 pts
La Rochelle	31,7%	11,9%	+ 19,8 pts
Strasbourg	30,2%	11,1%	+ 19,1 pts
Tours	30,1%	13,2%	+ 16,9 pts
Dijon	30%	15,1%	+ 14,9 pts
Rennes	29,5%	7,3%	+ 22,2 pts

Cette très nette domination macronienne par rapport à Le Pen dans les grandes villes se vérifie quasiment partout à quelques exceptions régionales près. Sur le littoral méditerranéen, l'écart est plus serré (par exemple à Montpellier, Marseille ou Nice), voire s'inverse, la candidate dépassant son adversaire à Perpignan, Béziers ou Toulon.

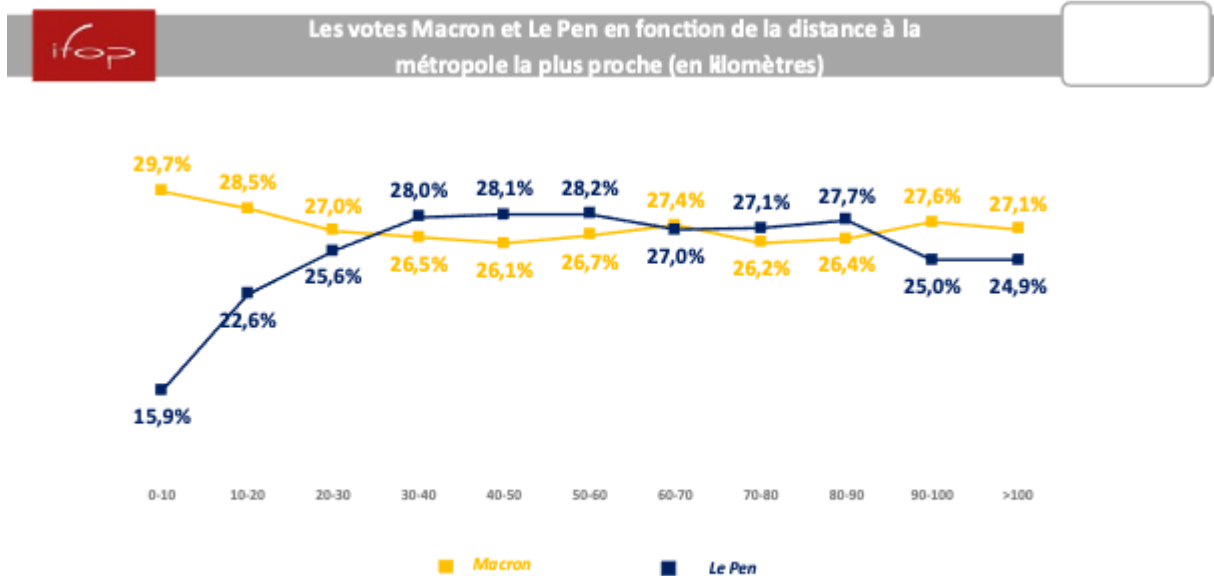
À proximité immédiate du cœur des grandes métropoles, certaines communes aisées et convoitées sur le marché immobilier font également partie de la « France triple A ». Et dans ces villes, l'avance du président sortant est écrasante, comme le montrent les exemples suivants.

### Les votes Macron et Le Pen dans certaines banlieues résidentielles

Communes	Grande ville la plus proche	Score d'E. Macron	Score de M. Le Pen	Écart
Neuilly	Paris	49%	5,7%	+ 43,3 pts
Boulogne-Billancourt	Paris	45,6%	6,5%	+ 39,1 pts

Bois-Guillaume	Rouen	45,4%	11,4%	+ 34 pts
Saint-Grégoire	Rennes	45,2%	8,3%	+ 36,9 pts
Marcq-en-Barœul	Lille	42,1%	11,6%	+ 30,5 pts
Écully	Lyon	39,7%	11,4%	+ 28,3 pts
Saint-Avertin	Tours	39,6%	13,8%	+ 25,8 pts

Quand on s'écarte du cœur des grandes agglomérations et que l'on quitte progressivement la zone triple A, le vote Macron diminue progressivement et le vote Le Pen gagne en puissance. Ainsi, comme lors des précédents scrutins, on constate cette année encore une corrélation entre le gradient d'urbanité et l'intensité du vote RN. Sur le plan national, ce vote passe en moyenne de 15,9% à moins de 10 kilomètres du cœur d'une agglomération de 200 000 habitants, à 22,6% dans un rayon de 10 à 20 kilomètres puis à 25,6% entre 20 et 30 kilomètres. Le climax est atteint en moyenne entre 30 et 60 kilomètres, avec un score moyen de près de 28%, dans ce que l'on peut qualifier de grand périurbain, qui correspond à la fois aux zones où se situe la pointe la plus éloignée de l'étalement urbain pour les grandes métropoles et à des petites villes isolées à l'écart des grandes agglomérations<sup>12</sup>. Comme le montre le graphique ci-dessous, le vote Macron suit une trajectoire inverse avec un sommet dans le cœur des grandes agglomérations et un point bas dans le grand périurbain, même si, même dans ces territoires, il bénéficie d'un soutien non négligeable.



10

Ces territoires accueillent notamment une population qui travaille dans la grande métropole, mais qui n'a pas pu se loger plus près du fait des prix de l'immobilier trop élevés dans les premières couronnes périurbaines. On se situe ici dans les échelons les plus dévalorisés de l'échelle de désirabilité territoriale. C'est également dans ces territoires que sont souvent implantés les entrepôts logistiques et ce qui reste d'industries dans le pays. Cette « France backstage » participe dans l'ombre au rayonnement des métropoles en abritant à la fois les activités nécessaires à leur bon fonctionnement ainsi que les petites mains qui y travaillent. Dans cette France des coulisses, le ressentiment est profond. On souffre d'une moindre présence des services publics, mais aussi et surtout de ne pas pouvoir profiter davantage des bons côtés des grandes métropoles dont on a dû s'éloigner. Ce sentiment de relégation y nourrit le vote RN dans une population se vivant comme citoyens de seconde zone. Dans ce grand périurbain, les déplacements se font en voiture et l'automobile occupe une place centrale dans les modes de vie. Et ce n'est donc pas un hasard si le vote RN est celui qui est le plus corrélé de tous les votes avec le degré de dépendance à la voiture. Marine Le Pen rassemble 29% des personnes se disant « très dépendantes » au quotidien de la voiture, contre 24% parmi ceux qui en sont « assez dépendants » et seulement 19% au sein de ceux qui en sont « peu ou pas dépendants ». On mesure à la lumière de ces chiffres la dimension éminemment politique du prix des carburants. Le « peuple de la route » s'était manifesté sur les ronds-points lors du mouvement des « gilets jaunes ». Il a une nouvelle fois fait entendre sa voix dans les urnes à l'occasion de ce scrutin.

Lorsque l'on s'éloigne encore davantage des grandes agglomérations, le vote Le Pen perd en intensité alors que le vote Macron remonte un peu. Dans ces territoires, la proportion de *commuters*, ces personnes travaillant dans les métropoles, mais en en résidant à bonne distance,

est moins élevée que dans le grand périurbain. On y trouve également davantage de personnes âgées et d'agriculteurs car ces espaces situés à plus de soixante kilomètres des principales agglomérations sont à très nette dominante rurale et agricole. Et de la même façon que la forte proportion de cadres et des plus diplômés dans le cœur des métropoles et les premières couronnes y nourrit un fort vote Macron, la présence de retraités, autochtones ou non, dans ces espaces très ruraux se traduit par un niveau de ce vote non négligeable<sup>13</sup>. Les ouvriers et employés, catégories les plus acquises au RN, sont quant à eux davantage représentés dans le grand périurbain.

Le vote selon le gradient d'urbanité s'explique donc à la fois par l'inégale distribution des classes sociales dans l'espace, mais les lieux de résidence jouent également un rôle. À classe sociale identique, le mode de vie, le degré de dépendance à la voiture, le rapport à la grande métropole et le sentiment d'occuper un échelon plus ou moins élevé dans l'échelle de désirabilité territoriale ne sera pas le même en fonction de l'endroit où l'on habite. Cet effet de lieu vient ainsi se superposer à l'effet de structure sociale (poids des différentes CSP dans un lieu donné).

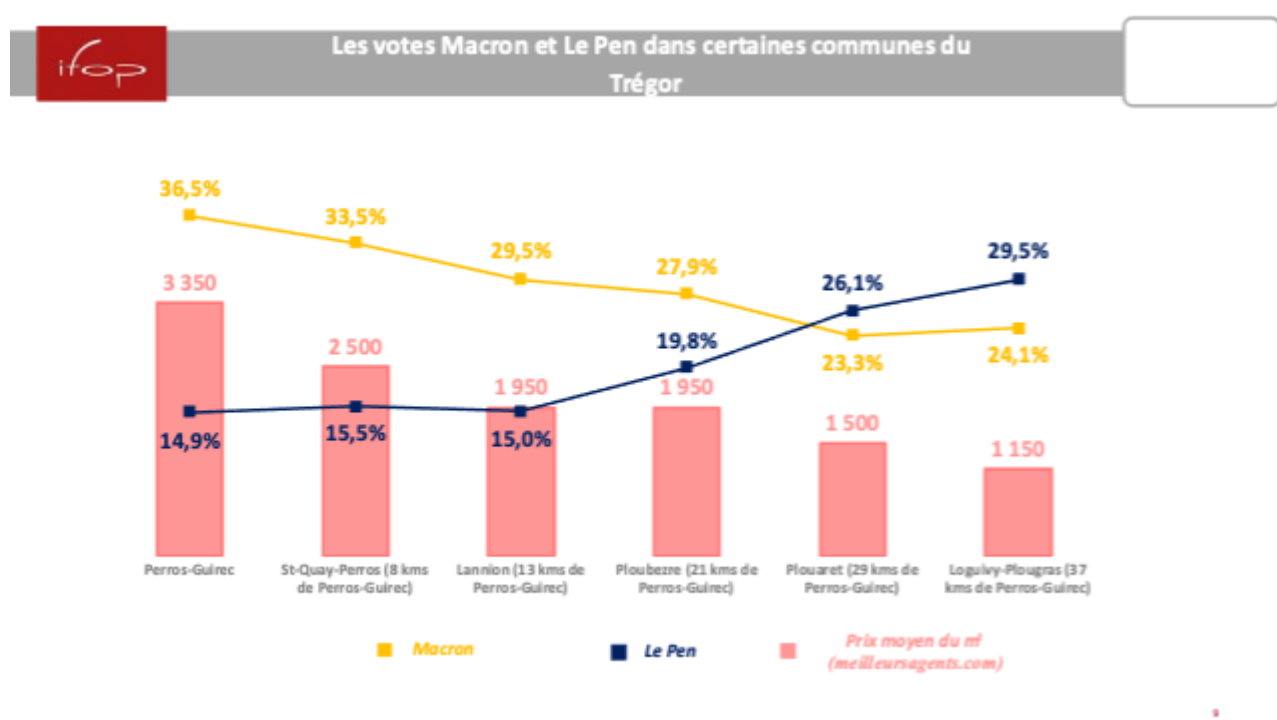
Hormis le cœur des métropoles et leurs premières couronnes aisées, la « France triple A » comprend aussi les zones littorales et les stations balnéaires qui, dans une société marquée par le tourisme et la recherche d'une meilleure qualité de vie, sont très désirées, la Covid-19 et l'essor du télétravail ayant encore accentué la pression immobilière et démographique dans ces zones, notamment sur la façade atlantique. Sur ce littoral, le vote Macron, qui était déjà important en 2017, atteint cette année des niveaux très élevés du fait du basculement vers le président sortant de toute une partie de l'électorat de droite principalement retraitée, qui sont nombreux sur ces côtes, Macron y ayant également capté une clientèle de professionnels du tourisme (hôteliers, restaurateurs...), puissamment aidés lors de la crise liée à la Covid-19 par le « quoi qu'il en coûte ».

### Les votes Macron et Le Pen dans certaines stations balnéaires de la façade atlantique

Communes	Score d'E. Macron	Score de M. Le Pen	Écart
Ars-en-Ré	44,5%	18%	+ 26,5 pts
La Trinité-sur-Mer	41,7%	12,6%	+ 29,1 pts
Soorts-Hossegor	40,2%	12,3%	+ 27,9 pts
Arcachon	39,7%	15,5%	+ 24,2 pts

Dinard	39%	15,3%	+ 23,7 pts
La Baule	38,4%	15,2%	+ 23,2 pts
Saint-Gildas-de-Rhuys	37,7%	16,7%	+ 21 pts
Perros-Guirec	36,5%	14,9%	+ 21,6 pts
Biarritz	36%	12,1%	+ 23,9 pts

Dans ces communes très prisées, l'avance du candidat de LREM sur Marine Le Pen atteint souvent plus de 20 points. Quand on quitte le littoral et qu'on s'enfonce dans les terres, le prix de l'immobilier diminue progressivement du fait d'une moindre attractivité des communes concernées. L'intensité du vote Macron baisse tendanciellement tandis que le score de Le Pen augmente, les courbes se croisant en moyenne à 30 kilomètres de la côte, comme on peut le voir par exemple dans le cas de Perros-Guirec. En partant de cette commune, où le président sortant surclasse sa rivale de 21,5 points, et en suivant la D788 puis la D11, on pénètre dans l'intérieur du Trégor, le vote RN prend l'ascendant progressivement et dépasse le vote Macron à partir de la commune de Plouaret.



On constate les mêmes types d'écart dans les rapports de force électoraux dans le Vaucluse. Dans les communes du très réputé massif du petit Luberon, Macron domine très largement Le Pen :

37,2% contre 14,5% à Lourmarin, 31,2% contre 21,7% à Ménerbes, 30,7% contre 16,9% à Lacoste et 30,3% contre 21,4% à Bonnieux. Mais dès que l'on sort de ce périmètre très renommé, le rapport de force s'inverse et la candidate frontiste vire en tête avec un score moyen de 32,5% contre 25% dans les communes situées au nord (Taillades, Maubec, Les Beaumettes et Robion) et de 30% contre 23% pour Macron dans les communes en limite sud du massif : Cheval-Blanc, Lauris, Puyvert, Cadenet et Mérindol. Ce n'est sans doute d'ailleurs pas un hasard si Marine Le Pen après son meeting d'Avignon a déambulé à Lauris<sup>14</sup>, mais n'a pas fait étape dans la zone triple A du Luberon.

Dans la « France d'après », c'est-à-dire cette France issue de la grande métamorphose intervenue au cours des dernières décennies et qui est devenue largement postindustrielle, le tourisme et les loisirs sont désormais des activités économiques essentielles, qui ont restructuré le territoire et qui procurent aux zones où elles sont développées de très importantes retombées en termes d'emplois et de revenus. Les hauts lieux de l'industrie touristique tricolore sont ainsi des territoires économiquement bien portants et appartiennent à cette « France triple A ». Et ici aussi, les résultats électoraux sont marqués par un survote Macron, qui y surclasse nettement Le Pen.

### Les scores d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen dans certaines des communes les plus visitées de France

Communes	Score d'E. Macron	Score de M. Le Pen	Écart
Les Epesses (le Puy du Fou)	45,2%	18,2%	+ 27 pts
Le Mont-Saint-Michel	40,3%	20,8%	+ 19,5 pts
Orschwiller (château du Haut-Koenigsbourg)	36,5%	19,7%	+ 16,8 pts
Chamonix	36,4%	13,1%	+23,3 pts
Chasseneuil-du-Poitou (le Futuroscope)	34,8%	19,4%	+ 15,4 pts
Les Baux-de-Provence	33,7%	24%	+ 9,7 pts
Rocamadour	33,2%	18,4%	+ 14,8 pts

Giverny	31,9%	15,1%	+ 16,8 pts
Conques	30,9%	15,9%	+ 15 pts
Vézelay	29,3%	13,4%	+ 15,9 pts

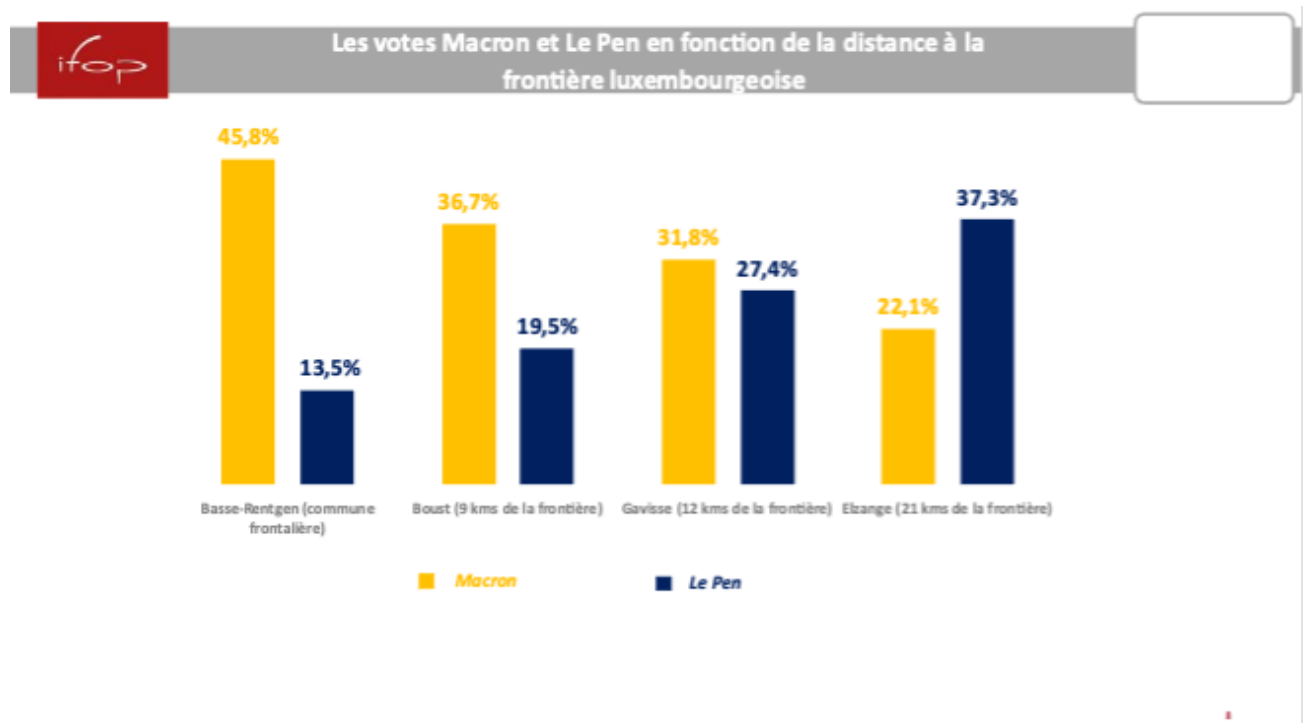
Le cas de la petite commune de Douaumont-Vaux, dans la Meuse, illustre de manière archétypale l'impact d'une importante fréquentation touristique sur la sociologie locale et sur l'état d'esprit régnant dans la population. Village martyr durant la Première Guerre mondiale, Douaumont est aujourd'hui l'un des principaux lieux du tourisme mémoriel attirant de très nombreux visiteurs français et étrangers, ces flux générant une activité économique spécifique et très localisée. Dans cette commune, le président sortant a obtenu 40,7% des voix contre 13,6% pour sa rivale, alors que sur l'ensemble du département de la Meuse, le rapport de force était totalement inversé : 24,9% pour Macron contre 35,1% pour Le Pen, l'effet de la manne mémorielle ne se faisant sentir que sur un périmètre très réduit.

Les zones de vignoble les plus réputées font également partie de la « France triple A ». Hormis la prospérité des représentants de la filière viticole locale, le tourisme génère également de nombreuses retombées économiques, qui participent de la richesse de ces territoires. Ici aussi, les rapports de force penchent très nettement en faveur de Macron, une partie de l'électorat de droite traditionnelle l'ayant rejoint cette année et amplifié les écarts. Ainsi, par exemple, dans les villages de la Côte de Nuits, Macron devance très largement Le Pen : 40,7% contre 20,1% à Vosne-Romanée, 36,9% contre 17,8% à Fixin, 36% contre 20,2% à Vougeot et 35,8% contre 21,8% à Chambolle-Musigny. On observe le même phénomène à Sancerre (39% contre 17%), Hautvillers en Champagne d'où provient le célébrissime Dom Pérignon (38,7% contre 21,9%), Meursault (34,9% contre 21,7%) ou bien encore à Saint-Émilion (33,9% contre 20,3%). Mais l'effet de ruissellement de la richesse produite par la vigne et le tourisme demeure très localisé et ne dépasse guère les limites des terroirs concernés. La traduction électorale est à l'avenant : le vote Macron diminue et le vote Le Pen grimpe assez rapidement quand on s'éloigne de quelques kilomètres de ces vignobles.

Certaines zones frontalières bénéficient également d'apports financiers importants, non pas du fait du tourisme ou de l'activité viticole, mais de par la présence de travailleurs frontaliers, qui disposent d'un niveau de revenu nettement plus élevé que les salariés hexagonaux. Ce phénomène s'est considérablement développé depuis une vingtaine d'années et l'on perçoit désormais très clairement un « effet frontalier » tant sur le plan des prix de l'immobilier que des revenus



disponibles. La frontière avec le Luxembourg, mais aussi et surtout avec la Suisse, du sud de l'Alsace jusqu'à Thonon-les-Bains en Haute-Savoie en passant par le Haut-Doubs, Pontarlier et le pays de Gex appartiennent également à la « France triple A ». La pression immobilière y est très forte, dopée par l'attractivité des pays voisins et le haut niveau de revenu des frontaliers. Et ici aussi, Emmanuel Macron devance nettement Marine Le Pen : 33,2% contre 17% à Gex, ou 33,2% contre 14,1% à Saint-Julien-en-Genevois, par exemple. Et dès qu'on s'éloigne de la frontière, la proportion de frontaliers dans la population locale ainsi que les prix de l'immobilier diminuent, tout cela n'étant encore une fois pas sans traduction électorale, comme on peut le voir, par exemple, en Moselle, à la frontière luxembourgeoise.

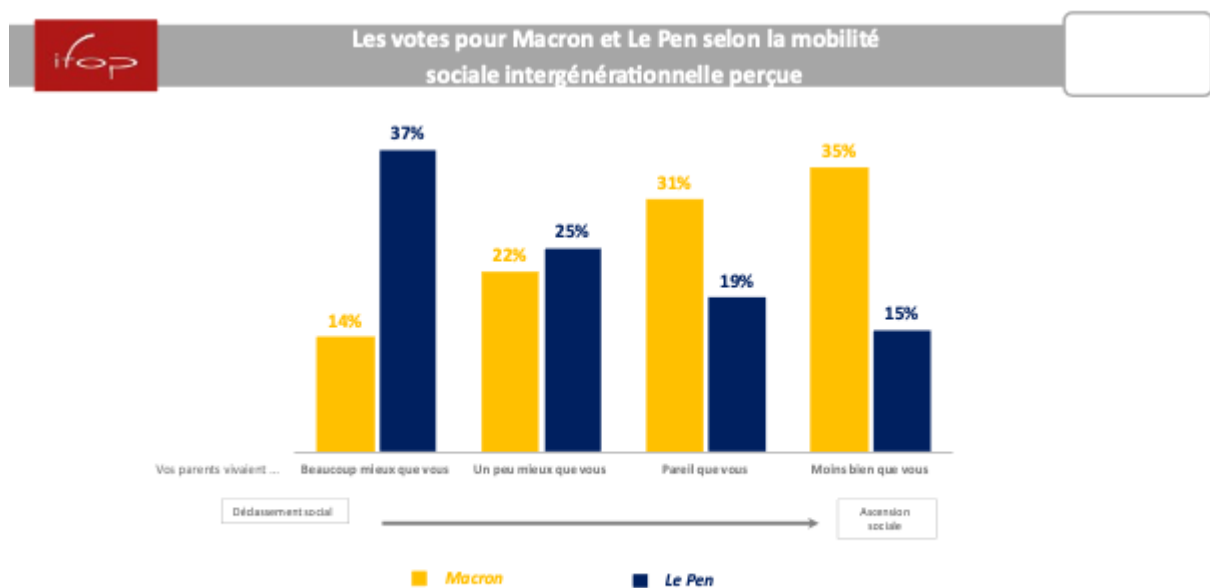


## Le poids des trajectoires sociales individuelles et collectives

L'analyse en termes de CSP et niveau de diplôme, d'une part, et lieux de résidence, d'autre part, a permis d'éclairer les oppositions structurelles entre les deux électorats. Mais il faut ajouter une dimension supplémentaire à notre modèle explicatif pour rendre pleinement compte de ce clivage. Pour ce faire, nous devons nous livrer à ce que nous appelons une « analyse en 3D » du corps électoral. La dimension verticale correspond à l'analyse selon la CSP, l'âge et le niveau de diplôme et permet de prendre en considération les effets de la position dans l'échelle sociale. La dimension que l'on pourrait qualifier d'horizontale renvoie, quant à elle, au lieu de résidence et fait ressortir les fractures territoriales et leurs traductions électorales. La troisième dimension, que l'on appellera la profondeur, est tout aussi importante puisqu'elle traite de la trajectoire personnelle et collective

des individus. Nonobstant sa classe sociale, le fait qu'un électeur s'inscrive dans un parcours d'ascension sociale ou au contraire de déclassement n'est pas sans effet sur sa vision de la société, ses valeurs et ses affects. De la même manière, le fait de vivre dans une région en déclin ou au contraire portée par une certaine dynamique économique ou démographique ne sera pas neutre sur l'état d'esprit des électeurs en question.

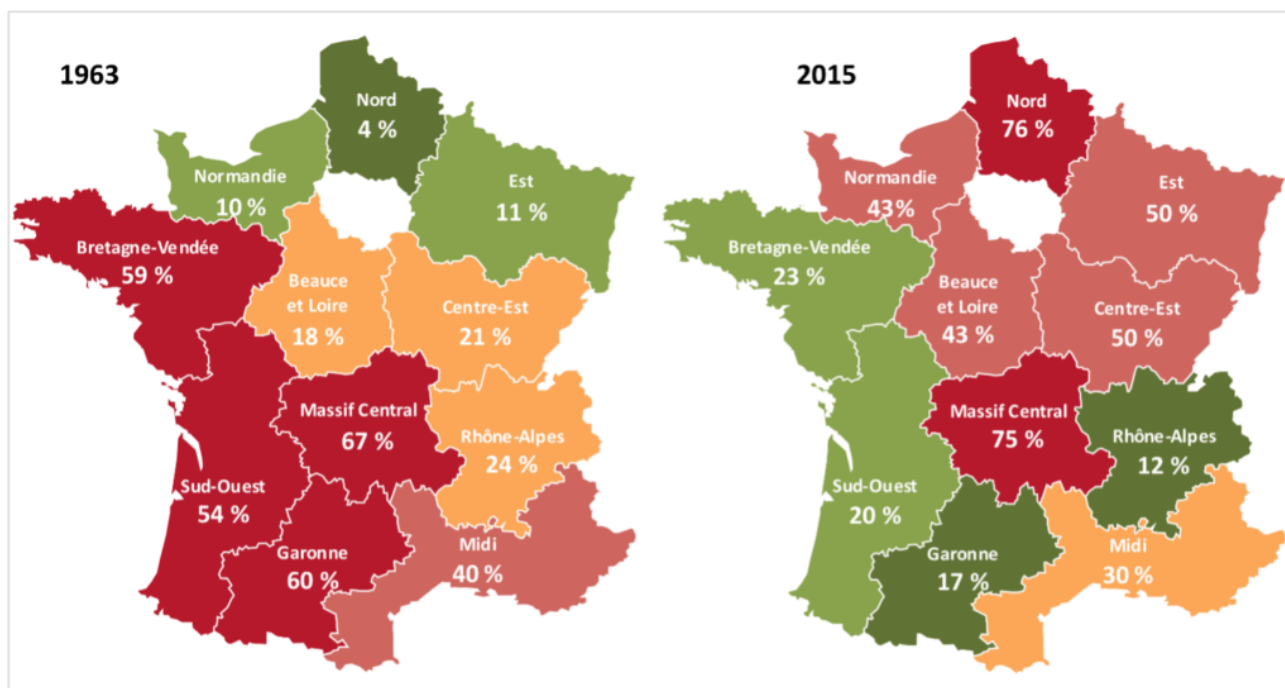
Or, il se trouve que cette troisième dimension fait, elle aussi, ressortir une opposition assez marquée entre nos deux électorats. Ainsi, en termes de trajectoire individuelle, les choix électoraux s'inversent totalement. Comme le montre le graphique ci-dessous, plus des personnes se vivent en ascension sociale par rapport à leurs parents et plus leur propension à voter pour Macron est importante. Le vote en faveur du président sortant passe ainsi de seulement 14% parmi les personnes qui considèrent que leurs parents vivaient beaucoup mieux qu'eux-mêmes à 35% au sein de ceux qui pensent que leurs parents vivaient beaucoup moins bien qu'eux. Les résultats et la dynamique s'inversent totalement pour le vote Le Pen qui recueille pas moins de 37% de ceux qui considèrent que leurs parents vivaient beaucoup mieux qu'eux, contre seulement 15% auprès des électeurs qui se vivent en nette ascension sociale par rapport à la génération de leurs parents.



Sur le plan territorial, le fait de prendre en compte la perception de vivre dans une région en déclin ou au contraire assez dynamique est également majeur pour comprendre ces comportements électoraux antagonistes. Deux enquêtes de l'ifop menées à cinquante ans d'écart permettent d'objectiver une inversion totale de la perception des habitants quant à la situation économique de leur région. De manière saisissante, les deux cartes suivantes donnent à voir une véritable inversion des rôles en seulement deux générations. Au début des années 1960, la France du Nord-

Est industriel se perçoit très clairement comme étant la locomotive économique entraînant le reste du pays, quand toutes les régions de la façade atlantique, dans lesquelles l'exode rural se termine à peine, se vivent comme étant en retard.

### La perception du retard économique de la région par ses propres habitants en 1963 et en 2015



*Note de lecture : En 1963, seuls 4% des habitants du Nord (Nord-Pas-de-Calais-Picardie) considéraient que leur région était en retard. En 2015, 76% font désormais ce constat.*

Cinquante ans après, du fait de la désindustrialisation, les premiers de la classe sont devenus les derniers, quand les lanternes rouges de l'Ouest et du Sud-Ouest ont bénéficié de la tertiarisation de l'économie, de l'essor du tourisme et de la recherche d'une meilleure qualité de vie pour se hisser sur les premières marches du peloton. Tout cela, bien sûr, n'est pas sans effet sur la psyché collective. Et ce paramètre de la trajectoire économique des territoires a joué un rôle majeur lors du scrutin. Les zones de force du RN correspondent pour l'essentiel aux régions qui ont le plus souffert de la désindustrialisation et dans lesquelles le sentiment de déclin est le plus enkysté dans la population locale. Dans ces vieux bassins industriels, Marine Le Pen surclasse spectaculairement Emmanuel Macron : 52,5% contre 17,6% à Bruay-la-Buissière dans le Pas-de-Calais, 41,7% contre 14,7% à Denain dans le Nord, 42,5% contre 17,5% à Tergnier dans l'Aisne, 44,9% contre 18,7% à Flixecourt dans la Somme, 39,5% contre 16% à Nouzonville dans les Ardennes, ou bien encore 33,3% contre 17,6% à Homécourt en Meurthe-et-Moselle et 42,4% contre 19,6% à Stiring-Wendel en Moselle.

L'émergence de ce duopôle LREM/RN renvoie donc à de nouveaux clivages ayant progressivement

émergé au cours des dernières décennies sous l'effet de la métamorphose du pays. Si cette « France d'après » est désormais une société postindustrielle, dans laquelle les richesses et les dynamiques se concentrent dans les métropoles et les zones touristiques ou à forte attractivité résidentielle, la France est également devenue une société multiculturelle du fait d'une immigration de masse, qui a constitué un phénomène majeur des dernières décennies. Toutes les régions françaises n'ont pas été concernées au même titre par ce bouleversement démographique et la carte de la présence importante d'une population issue de l'immigration éclaire également en partie la géographie contrastée des votes Macron et Le Pen. Comme traditionnellement, une bonne partie des fiefs de cette dernière (littoral méditerranéen, Nord-Est, basse vallée de la Garonne) correspondent à des zones de forte immigration, quand les régions dans lesquelles Macron surperforme (Bretagne, Pays de la Loire, sud du Massif central) n'ont pas connu le même phénomène. Ce paramètre doit donc également être intégré dans la grille de lecture de ce nouveau paysage électoral qui s'est dessiné sous nos yeux<sup>15</sup>, même s'il n'en constitue qu'un facteur parmi d'autres et que la géographie du vote RN ne saurait désormais se réduire à cette clé explicative.

*Les cartes ont été réalisées par Sylvain Manternach, géographe et cartographe, et Céline Colange (Laboratoire MTG de l'Université de Rouen).*

1. Dans le vocabulaire marxiste, un « front de classe » correspond à une alliance entre différents groupes sociaux, venant s'agréger autour d'une classe qui constitue la colonne vertébrale de cette coalition et qui y exerce un magistère politique et culturel. On pourra se reporter sur ce point notamment au livre de Jérôme Sainte-Marie, *Bloc populaire. Une subversion électorale inachevée*, Paris, Éditions du Cerf, 2021.
2. Contre 24% parmi leurs homologues du public.
3. Voir Denis Maillard, *L'improbable reconnaissance du « back office » de la société*, Fondation Jean-Jaurès, 21 avril 2020.
4. Voir « [Divided by meaning](#) ».
5. Voir notamment Emmanuel Todd, *Où en sommes-nous ? Une esquisse de l'histoire humaine*, Paris, Seuil, 2017.
6. Les nombreuses prises de position d'universitaires contre le RN ont encore récemment montré que l'univers académique était très hermétique et opposé à la vision du monde portée par ce parti.
7. Ce phénomène n'est pas propre à la France. Dans le livre *Le Cœur de l'Angleterre*, qualifié par la critique britannique de « roman du Brexit », l'auteur Jonathan Coe met notamment en scène cette opposition idéologique et culturelle entre un moniteur de conduite des Midlands peu diplômé et une femme évoluant dans le milieu universitaire et cosmopolite londonien.
8. Voir Georges Lavau, « Le Parti communiste dans le système politique français », dans *Le Communisme en France, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, Paris, Armand Colin, 1969, pp. 7-73.
9. Jean-Luc Mélenchon captant également une part non négligeable de ce vote. Voir Jérôme Fourquet, *L'archipel électoral mélenchoniste*, Fondation Jean-Jaurès, 16 avril 2022.
10. Voir Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely, *La France sous nos yeux. Économie, paysages, nouveaux modes de vie*, Paris, Seuil, 2021.
11. On estime que près de 15% des foyers déménagent sur une année.
12. Marine Le Pen a d'ailleurs particulièrement ciblé ces territoires pour ses déplacements de campagne avec des passages à

Courtenay (Loiret), Haguenau (Bas-Rhin), Écouis (Eure) ou bien encore Piffonds (Yonne).

13. Notamment dans des terroirs où l'activité touristique est non négligeable comme l'Aveyron ou le Cantal, par exemple.
14. Voir Charles Sapin, « Le second tour signe la fin de la "dolce présidentielle" pour Marine Le Pen », *Le Figaro*, 17 avril 2022.
15. On a également vu ses effets sur la géographie du vote Mélenchon. Voir *L'Archipel électoral mélenchoniste*, *op. cit.*, avril 2022.